



Termes de référence de l'évaluation du projet
« Améliorer la participation citoyenne en santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) à Léogâne et Gressier » (PACIT)

EMPLACEMENT :

Port-au-Prince ou Léogâne, Haïti

DATE DE DÉBUT :

1^{er} septembre 2024

DATE LIMITE POUR LE DÉPÔT DE CANDIDATURES :

28 août 2024 à 22h HAE (Heure avancée de l'Est) UTC/GMT -4

NATURE DU POSTE :

Consultant national

DURÉE INITIALE DU CONTRAT :

20 à 25 jours de travail

LANGUES REQUISES :

Français, le créole haïtien est un atout

I DESCRIPTION DE L'ORGANISATION

Mission inclusion soutient des actions communautaires innovantes et mobilisatrices en faveur de l'inclusion sociale des personnes vulnérables ou marginalisées dans 14 régions de la province du Québec (au Canada) et dans 9 autres pays du monde.

Les actions soutenues par **Mission inclusion** sont résolument axées sur le changement social profond et durable, s'appuyant sur des relations de qualité avec des partenaires dont bon nombre ont marqué le développement social de leurs pays.

L'approche inclusive de Mission inclusion :

Mission inclusion adopte une approche inclusive qui intègre les principes féministes, intersectionnels, écologiques, antiracistes et décoloniaux, et qui souligne l'importance de collaborer avec et de respecter le travail et les agendas des organisations locales, notamment féministes avec qui nous travaillons. Cette approche reconnaît que les expériences des personnes sont façonnées par divers facteurs, tels que la race, la classe sociale, le handicap, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, et d'autres. Elle vise à aborder ces identités croisées pour combattre toutes les formes d'oppression et de discrimination combinée.

En soutenant ces partenaires divers, **Mission inclusion** respecte et amplifie les voix locales, en s'assurant que les solutions soient enracinées dans les besoins et les contextes spécifiques des communautés, tout en adoptant une perspective holistique pour aborder les inégalités de manière globale. **Mission inclusion** promeut la collaboration et l'inclusion en travaillant avec une diversité d'organisations et de leaders locaux pour développer des initiatives inclusives et équitables, basées sur les droits, renforçant les capacités locales et soutenant le leadership communautaire, tout en s'engageant à créer des communautés inclusives, équitables et ouvertes où la diversité est respectée et où chaque individu peut exercer ses droits et accéder aux bénéfices collectifs de la société.

2 MANDAT DE CONSULTANCE - Évaluation indépendante de projet Département programmation internationale

2.1 CONTEXTE

Le Projet PACIT, mis en œuvre par **Mission inclusion** et Éduconnexion du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2024, se réalise en collaboration avec l'Institut Haïtien de Santé Communautaire (INHSAC), le Regroupement des organisations de femmes de Gressier et Léogâne (ROFGL) et le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) via la Direction Sanitaire de l'Ouest (DSO), la Direction de la Santé de la Famille (DSF) et l'Unité Communale de Santé (UCS) Anacoana et est rendu possible grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada (AMC) et de **Mission inclusion**.

Le projet PACIT a l'ambition d'améliorer l'exercice du droit à la santé des populations, particulièrement aux droits sexuels et reproductifs des femmes et des adolescentes, dans les communes de Léogâne et de Gressier, Département de l'Ouest d'Haïti.

Le projet travaille ainsi sur deux fronts :

1. Le premier visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité des actions des organisations de la société civile et des citoyens haïtiens de Léogâne et de Gressier, notamment les organisations de défense des droits des femmes et des adolescentes, à faire valoir leurs droits à la santé et en particulier leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive (les détenteurs de droits).
2. Et le second, à soutenir la société civile (les détenteurs de responsabilités) à initier un dialogue sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) auprès des leaders politiques, des responsables et gestionnaires des institutions de santé des deux communes et de l'instance de coordination communale de santé (Unité communale de santé), ainsi qu'à renforcer l'imputabilité de ces mêmes institutions (les détenteurs d'obligation) auprès de leur communauté.

Le Projet utilise la méthodologie innovante et éprouvée, TRANS21, développée par Éduconnexion pour améliorer, renforcer et valoriser la participation citoyenne dans le secteur de la SDSR de manière endogène et participative. Ce Projet contribue également à appuyer le Ministère de la Santé Publique et de la Population d'Haïti (MSPP) dans la mise en œuvre de la Politique nationale de santé (2012), du Plan Stratégique National de Santé Sexuelle et Reproductive 2018-2022, de la Stratégie nationale de participation communautaire et, de manière plus générale, du Plan Directeur en Santé 2012-2022.

Responsable de la mise en œuvre des activités structurantes de sensibilisation et de formation auprès des communautés de Léogâne et Gressier, l'ONG haïtienne INHSAC travaille étroitement en appui et en renforcement auprès du ROFGL pour l'atteinte des résultats. À la fin du projet, le ROFGL (constitué en avril 2017), ses dix organisations membres et d'autres organisations adhérentes deviendront de fortes agentes de changement de la société civile en faveur de la SDSR dans le Département de l'Ouest.

Puisque les questions de SDSR sont intrinsèquement liées à celles de l'égalité de genre et des violences basées sur le genre (VBG), le Projet vise aussi à renforcer l'autonomisation des femmes et des filles en accès à l'information et en éducation sur la SDSR et aux services de santé et de planification familiale en complémentarité aux services locaux soutenus par le « Projet de santé maternelle et infantile » (PROSAMI) mis en œuvre par Mission inclusion (mis en œuvre de mars 2016 à décembre 2021) et détaillé plus bas. La combinaison de ces deux initiatives permet d'avoir une réponse holistique en matière de SDSR, soit permettre aux femmes et adolescentes de prendre des décisions éclairées, de protéger leur santé, de revendiquer leurs droits et de se mobiliser pour les faire valoir auprès des décideurs en matière de politiques et de programmes de santé de leur région.

2.2 MANDAT

Mission inclusion est à la recherche d'une personne consultante ou d'une équipe d'évaluation haïtienne, de préférence basée dans la région, comme atout à Port-au-Prince ou à Léogâne, qui aura pour mandat de réaliser une évaluation indépendante du projet PACIT. Les produits finaux de l'évaluation indépendante devront être remis au plus tard le 29 novembre 2024.

L'objectif principal du mandat est de réaliser une évaluation indépendante finale suivant des méthodes mixtes de recherche en conformité avec les balises spécifiées ci-après pour évaluer les réalisations du projet PACIT et de déterminer sa valeur ajoutée au développement de la SDSR à Léogâne et Gressier, y compris sa pertinence, sa cohérence, son efficacité, son efficacité, sa durabilité et son impact. L'évaluation devra se baser sur la recherche de données/informations probantes sur le développement de la SDSR pour déterminer dans quelles mesures le projet a atteint les objectifs et les résultats escomptés en matière de SDSR, tout en soulignant les stratégies qui ont contribué à ou ont entravé leur réalisation, et identifier des leçons apprises et des recommandations pour la programmation future.

L'évaluation devra tenir compte des critères d'évaluation du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en matière de pertinence, efficacité, efficacité, impact et viabilité, afin de fournir une évaluation complète et rigoureuse du projet. L'évaluation devra aussi intégrer une approche participative et inclusive, intégrant les principes féministes, écologiques, antiracistes, décoloniaux. L'équipe consultante sera chargée de proposer une méthodologie d'évaluation qui soit fidèle à l'approche féministe et intersectionnelle de **Mission inclusion**. Cela implique de s'assurer que l'évaluation prenne en compte les différentes expériences et perspectives des individus, en particulier des femmes et des groupes marginalisés, tout en promouvant la justice sociale et l'égalité à travers des pratiques de collecte et d'analyse de données participatives et inclusives. Plusieurs outils peuvent être proposés tels que la "technique du changement le plus significatif" (MSC) ou encore le "Outcome Mapping learning community (OMLC)", en autant que ce soit des outils et des approches participatives qui permettent de saisir des aspects qualitatifs et nuancés du changement induit par un projet de mobilisation citoyenne, tel que PACIT.

L'évaluation sera d'intérêt à **Mission inclusion** et Éduconnexion, ainsi qu'à leurs institutions et organisations collaboratrices précédemment énumérées, dont le gouvernement d'Haïti, ainsi que les organisations de la société civile (OSC), les bailleurs de fonds internationaux, les décideurs politiques engagés dans le pays et la communauté de pratique en gouvernance inclusive et en SDSR dans son ensemble.

2.3 LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

1. Évaluer les résultats du projet, la théorie du changement, le modèle logique, le cadre de mesure de rendement, le cadre méthodologique, le plan de mise en œuvre (PMO) et plan de SERA, les outils et protocoles de collecte de données, les rapports narratives et financières, les rapports de suivi, ainsi que le rapport final.
2. Évaluer les perceptions des partenaires du projet sur le rôle présent et futur de **Mission inclusion** et d'Éduconnexion pour appuyer la gouvernance inclusive et le développement des résultats en SDSR, incluant leurs possibles avantages comparatifs.
3. Réaliser une analyse complète des activités et des résultats du projet vis-à-vis les données probantes recueillies sur le terrain pour évaluer les critères du CAD de l'OCDE comme suit :
 - 3.1. Évaluer la **pertinence** des objectifs du projet en examinant leur alignement avec les besoins et attentes identifiés des parties prenantes concernées, ainsi qu'avec les objectifs nationaux et les Objectifs de développement durable (ODD).

- 3.2. Étudier la **cohérence** des objectifs du projet vis-à-vis son alignement avec d'autres interventions menées en Haïti dans le même secteur.
 - 3.3. Analyser l'**efficience** des ressources utilisées par le projet pour atteindre ses objectifs, en évaluant la manière dont les ressources ont été allouées, gérées et optimisées.
 - 3.4. Mesurer l'**efficacité** des activités mises en œuvre, en évaluant le niveau d'atteinte des résultats escomptés, la qualité des produits livrables et leur capacité à répondre aux besoins des parties prenantes.
 - 3.5. Apprécier le **niveau d'impact** du projet, au regard du niveau d'atteinte des indicateurs rapportés par les partenaires dans les rapports de résultats et son cadre de mesure du rendement (CMR).
 - 3.6. Examiner la **durabilité** et la **pérennité** des résultats obtenus grâce au projet dans les communautés ciblées.
4. Identifier et documenter les **leçons apprises** tirées du projet, identifier les **bonnes pratiques, les histoires de succès, les obstacles et faiblesses** et formuler des recommandations qui pourront être utilisées par **Mission inclusion** pour développer des produits de capitalisation du savoir qui seront partagés avec les parties prenantes et disséminer dans la communauté de pratique dans son ensemble.

2.4 BALISES DE LA MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DE DONNÉES DE L'ÉVALUATION INDÉPENDANTE

L'équipe consultante devra employer des méthodes mixtes, quantitatives et qualitative, de recherche durant la collecte de données afin d'obtenir une triangulation des données selon suivant les balises suivantes :

- a) Des échantillons de recherche représentatifs des groupes de participant·es (genre, âge, localité et situations de vulnérabilité) et de partenaires (groupes de femmes, mixtes, localité) impliqués dans le projet PACIT. Si ce n'est pas praticable, l'équipe consultante peut utiliser un échantillonnage différent avec justification en prenant en compte le contexte changeant de la sécurité et de l'accès dans les communes, ainsi que les contraintes et risques présents. Il serait conséquemment recommandé d'avoir des plans de contingences pour la méthodologie de recherche.
- b) Veiller au strict respect des politiques de **Mission inclusion** en matière de sauvegarde et de Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels et du Harcèlement (PEASH) à tous les stades de l'étude (ce document sera fourni à l'équipe consultante sélectionnée).
- c) Des guides et protocoles de collecte de données de hautes qualités respectant entre-autre la sécurité, la confidentialité, la sauvegarde et la PEASH des personnes participantes tout en garantissant la prise en compte fidèle de leur voix et la validité des données recueillies.
- d) Inclure un plan d'assurance-qualité qui définit les systèmes et les processus permettant de garantir la qualité de tous les produits livrables clés, du début à la fin du mandat de consultance, tels que des approches pour :

- i. Former les personnes responsables des enquêtes et des prises de notes, y compris en matière de protection et d'éthique de la recherche (si nécessaire);
 - ii. Protéger la confidentialité des personnes participant à l'étude, en respectant toutes les normes éthiques nationales et mondiales, telles que la protection de tout groupe vulnérable;
 - iii. Formuler prudemment des questions sensibles (par exemple autour de la violence, du risque ou de la dynamique du pouvoir) et la création d'un espace sûr pour que les personnes participantes puissent répondre;
 - iv. Protéger les données et sécuriser les procédures de conservation des informations personnelles;
 - v. Contrôler la qualité des entretiens effectués par l'équipe de terrain.
- e) Adopter une approche participative et inclusive : S'assurer que les participant·es et les partenaires locaux soient activement impliqués dans toutes les étapes de l'évaluation. Cela inclut si possible la conception de la méthodologie, la collecte des données, l'analyse et la validation des résultats. Leur participation garantit que les perspectives et les expériences des groupes concernés soient prises en compte, ce qui renforce la pertinence et l'acceptabilité des conclusions et des recommandations.

2.5 LOGISTIQUE ET DÉPLACEMENTS

L'équipe de **Mission inclusion** fournira les documents nécessaires et sera responsable de mettre en relation la personne ou équipe consultante avec les partenaires locaux du consortium et les différentes parties prenantes.

La personne ou équipe consultante devra effectuer des visites terrain dans les régions de mise en œuvre du projet, soit les communes de Léogâne et de Gressier à l'ouest de Port-au-Prince, si la situation de sécurité le permet, ou de sinon travailler avec des personnes enquêtrices basé sur le terrain. Certaines rencontres pourront également être effectuées à Port-au-Prince.

L'enquête par méthode quantitative devra cibler entre 600 et 1000 participant·es du PACIT, ventilés par genre, âge, localité et situation de vulnérabilité auto-rapportée, au sein d'une représentation adéquate des localités de Léogâne et de Gressier, selon la méthodologie proposée par l'équipe de consultation avec justification en prenant en compte le contexte changeant de la sécurité et de l'accès dans les communes, ainsi que les contraintes et risques présents. Il serait conséquemment recommandé d'avoir des plans de contingences pour la méthodologie de l'évaluation. Une taille d'échantillon d'enquête plus petite serait ainsi acceptable accompagnée de justifications adéquates.

Pour référence, lors de la production du rapport de données de base, l'enquête a été réalisée à Gressier et Léogâne, communes du département de l'Ouest. Concernant Léogâne, 27 localités ont été touchées. Tandis que les 3 sections de la commune de Gressier ont été représentées à travers 41 localités sélectionnées (un tableau a été ajouté en Annexe II).

De plus, 600 personnes avaient été rejointes lors de l'enquête, soit 350 femmes, 70 hommes, 150 adolescentes et 30 adolescents. 25 OSC ont été consultées, soit 9 mixtes et 16 de femmes dont 15 se trouvent à Léogâne et 10 à Gressier. Au total, 46 représentantes (33 femmes et 13 hommes)

étaient présentes lors des entrevues. Une liste détaillée des OSC et de leurs représentants rencontrés sera remise à l'équipe consultante sélectionnée ou sur demande.

Puis, l'instance de coordination et trois institutions sanitaires ont été ciblés : le Centre de Santé Materno-infantile, le Centre Hospitalier de Gressier, le Centre de santé primaire de Darbonne et l'Unité de Coordination de Santé (UCS). Lors des entrevues avec ces dites institutions, neuf membres étaient présents dont cinq femmes et quatre hommes.

Finalement, en collaboration avec les membres du consortium, la personne/équipe consultante devra assurer ses déplacements, ainsi que tous les aspects logistiques et sécuritaires reliés aux visites terrain. La responsabilité de la sécurité repose entièrement sur la personne ou l'équipe consultante, qui doit prendre toutes les précautions nécessaires. Elle pourra cependant coordonner avec l'équipe de **Mission inclusion** en Haïti pour déterminer les mesures de sécurité applicables et identifier des options de déplacement dans la région d'activité du PACIT en conséquence.

2.6 ÉTAPES DE MISE EN OEUVRE DE L'ÉVALUATION

1. Proposition et validation de la méthodologie d'évaluation participative et inclusive (fidèle aux principes féministes), du plan de travail et du calendrier détaillé de travail de l'équipe d'évaluation externe par l'équipe de **Mission inclusion**.
2. Examen des documents de projet de **Mission inclusion** (théorie du changement, modèle logique, PMO, rapports, CMR, méthodologie d'analyse comparative entre les sexes (ACS) et de SERA, outils de collecte de données de **Mission inclusion**, etc.) et consultation avec les partenaires et parties prenantes du projet pour obtenir une meilleure compréhension du projet, incluant son procédé de conception, de mise en œuvre et des résultats attendus.
3. Préparation et validation de la méthodologie de l'équipe d'évaluation externe par **Mission inclusion** et le Comité de révision (CdR) ainsi que des outils de collecte de données qualitatives et quantitatives (qui peuvent inclure des outils tels que MSC ou OMLC mentionnées plus haut, les guides d'entretiens avec les personnes informatrices clés, groupes de discussion, enquête, etc.) et des niveaux de désagrégation des données (genre, âge, ...).
4. Confirmation de la logistique de la visite terrain.
5. Établissement du calendrier détaillé des entretiens et visites terrain.
6. Collecte de données.
7. Compilation et analyse des données recueillies.
8. Rédaction et soumission du rapport préliminaire.
9. Présentation des résultats et faits saillants à l'équipe de **Mission inclusion** et à ses partenaires.
10. Intégration des commentaires initiaux transmis par **Mission inclusion** et le CdR au rapport et re-soumission comme rapport intermédiaire à **Mission inclusion**.

11. Intégration des commentaires additionnels de **Mission inclusion** et du CdR au rapport intermédiaire.
12. Soumission du rapport et des livrables finaux.

LIVRABLES /RÉSULTATS ATTENDUS DE LA CONSULTANCE

- a) Méthodologie d'évaluation et plan de travail, incluant la méthodologie proposée, les sources de données proposées, les procédures et outils de collecte de données dont les protocoles d'entrevue respectant entre-autre la sécurité, la confidentialité, la sauvegarde et la prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels (PEASH) des personnes participantes tout en garantissant la prise en compte fidèle de leur voix et la validité des données recueillies, qui seront révisés et approuvés par **Mission inclusion** et le CdR.
- b) Calendrier détaillé des tâches, activités, livrables et information de base (incluant les déplacements sur le terrain pour la collecte de données et la formation de l'équipe d'enquête dans le cas échéant).
- c) Outils de collecte de l'information (guide d'entretien, groupe de discussion, etc.).
- d) Photo des visites terrain.
- e) Données brutes recueillies par la collecte de données.
- f) Données post-analyse.
- g) Rapport préliminaire en français de l'évaluation indépendante.
- h) Atelier en visio-conférence de présentation des résultats et faits saillants de l'évaluation, appuyée par une présentation PowerPoint ou autre support visuel semblable, pour valider les résultats et recommandations avec **Mission inclusion** et le CdR.
- i) Outils de vulgarisation du contenu du rapport de l'évaluation utilisés lors de l'atelier.
- j) Rapport intermédiaire en français de l'évaluation indépendante intégrant les commentaires de **Mission inclusion** et du CdR.
- k) Rapport final en français de l'évaluation indépendante d'un niveau pouvant être partagé avec des bailleurs de fonds intégrant les commentaires finaux de **Mission inclusion** et CdR, accompagné d'une version avec Suivi des modifications (SdM). Si des commentaires ne sont pas intégrés, l'équipe de consultation présentera des explications dans la version SdM. Le rapport final devra être approuvé pour la qualité (incluant le contenu, la mise en page et l'orthographe) par le CdR avant le paiement de la dernière tranche.
- l) Les propositions soumises doivent présenter une approche méthodologique mixte solide de la collecte et de l'analyse des données, en indiquant clairement comment les différentes formes de preuves seront utilisées les unes par rapport aux autres pour trianguler les informations recueillies. Les propositions doivent être claires sur le rôle spécifique que joue chacune des différentes approches méthodologiques pour aider à répondre à chacune des questions de l'évaluation.

2.7 DURÉE ET CALENDRIER DU MANDAT

Le mandat, des activités de collecte de données à la rédaction du rapport, la présentation de ses résultats et la soumission des documents finaux, devra être réalisé entre le 1er septembre et le 29 novembre 2024.

Les activités terrain d'évaluation se dérouleront sur une période maximale de 10 jours, entre le 1er septembre et le 1er novembre 2024. En vue de la préparation de la mission, 5 jours de travail sont prévus pour effectuer l'étude documentaire, les recherches et le développement des outils nécessaires. Au retour de la mission, un autre 7 jours de travail au maximum sont prévus pour rédiger le rapport préliminaire et les autres livrables liés à l'évaluation.

Le calendrier prévisionnel de consultance devra être élaboré dans l'offre de services.

Chronogramme du projet d'évaluation externe

Préparation des documents de base	
Septembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> Validation des TdR, offre de service et cadrage méthodologique de l'étude
Préparation de la mission (5 jours de travail)	
Entre le 16 septembre et le 30 septembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> 5 jours de travail préparatoire – outils de collecte des données
Déroulement de la mission (10 jours de travail)	
Entre le 30 septembre et le 1er novembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> Rencontre avec les parties prenantes externe au projet : Éduconnexion Rencontre avec les partenaires du projet – INHSAC, ROFGL, MSPP-DSO, DSF et UCS Anacoana, 3 centres de santé Rencontre d'échange avec les OSC de Léogâne et de Gressier Rencontres additionnelles si requises
Retour de mission (5-10 jours)	
Entre le 14 septembre et le 29 novembre 2024	5 à 10 jours de travail post-mission : <ul style="list-style-type: none"> traitement des données rédaction du rapport d'évaluation préliminaire intégration des commentaires et soumission du rapport intermédiaire présentation des résultats et faits saillants 2^e intégration de commentaire et soumission du rapport final d'évaluation
Échéanciers des livrables	
1 novembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> Remise du rapport d'évaluation préliminaire
8 novembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> Remise du rapport intermédiaire avec intégration des commentaires
15 novembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> Présentation des résultats et des faits saillants du rapport d'évaluation

22 novembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration de la 2^e ronde de commentaires au rapport
29 novembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> • Remise du rapport final de l'étude et d'autres livrables finaux

2.8 RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Équipe de consultation

- Proposer une approche/méthode d'évaluation participative et inclusive (fidèle aux principes féministes), avec un plan de travail et un calendrier détaillé de travail de l'équipe d'évaluation externe, à valider par l'équipe de **Mission inclusion**.
- Réviser les documents de projets soumis par **Mission inclusion** et ses partenaires (rapport des données de ligne de base, PMO incluant la stratégie EGIS, théorie du changement, modèle logique, CMR, méthodologie SERA et outils de collecte de données de **Mission inclusion**, rapports de données de base, narratifs et des résultats, etc.).
- Réviser et évaluer la méthodologie de SERA utilisée par **Mission inclusion** au cours du projet.
- Recruter et former, si nécessaire, des enquêteurs locaux, y compris en matière de sauvegarde et de considérations éthiques, pour la collecte de données de l'équipe consultante ainsi que les approches participatives et inclusives.
- Adapter les outils de collecte de données aux langues locales.
- Coordonner et gérer la logistique de la collecte des données.
- Assurer une saisie et une vérification précises, cohérentes et de qualité des données recueillies afin qu'elles soient représentatives et nuancées.
- Veiller à ce que toutes les activités de collecte de données soient axées sur le genre, l'âge et les situations de vulnérabilité en respectant les principes de protection et de sauvegarde, et s'assurer que la voix des personnes participantes soit bien prise en compte.
- Collaborer avec les partenaires locaux pour organiser et diriger les discussions de groupe.
- Traiter, compiler et analyser les données recueillies en s'assurant que les analyses qualitatives et quantitatives soient combinées de manière cohérente, robustes, détaillées et fidèles aux propos récoltés par les différentes parties.
- Rédiger et réviser un rapport préliminaire puis intermédiaire basé sur les données quantitatives et qualitatives collectées (pour répondre aux commentaires de **Mission inclusion** et de ses partenaires et satisfaire à leurs exigences), suivi des livrables finaux, dont le rapport final.
- Animer un atelier en visio-conférence de présentation des résultats et faits saillants de l'évaluation, appuyée par une présentation PowerPoint ou autre support visuel semblable, pour valider les résultats et recommandations avec **Mission inclusion** et le CdR.

Mission inclusion et Éduconnexion

- Partager les documents pertinents au projet PACIT d'utilité à l'équipe d'évaluation.
- Réviser, commenter et approuver la méthodologie et le plan de travail soumis par l'équipe d'évaluation pour promouvoir une approche participative et inclusive, intégrant les principes féministes, écologiques, antiracistes et décoloniaux, tout en répondant aux besoins d'un SERA (Suivi-Évaluation-Reddition de compte-Apprentissage) féministe dans la méthodologie et les produits du mandat d'évaluation. Cela inclut une implication active des participant·es et des partenaires locaux dans les étapes de l'évaluation pour promouvoir la prise en compte de leurs perspectives et de leurs expériences, renforçant ainsi la pertinence et l'acceptabilité des conclusions et des recommandations.
- Faciliter la coordination de la collecte de données avec les parties prenantes impliquées afin que le processus soit participatif et inclusif.
- Coordonner avec l'équipe d'évaluation pour assurer un appui logistique et de sécurité pour les déplacements et l'hébergement qui prennent en compte les besoins spécifiques des différents membres de l'équipe.
- Réviser, commenter, donner une rétroaction et approuver les rapports préliminaire, intermédiaire et final d'évaluation.

FACULTATIF :

ROFGL, si leurs capacités et disponibilités le permettent

- Collaborer, donner conseil et rétroaction pour assurer une approche EGIS et féministe répondant aux besoins d'un SERA féministe dans la méthodologie et les produits du mandat d'évaluation.
- Collaborer pour réviser, commenter, donner une rétroaction et approuver la méthodologie, les outils de collecte de données et le plan de travail soumis par l'équipe consultante.
- Participer à faciliter les groupes de discussion et appuyer la collecte de données pour l'évaluation si nécessaire en concertation avec l'équipe consultante.
- Collaborer pour réviser, commenter, donner une rétroaction et approuver les rapports préliminaires et intermédiaires d'évaluation.

2.9 QUALIFICATIONS ET COMPÉTENCES REQUISES

- Un minimum de 5 années d'expérience en évaluation indépendante, en suivi-évaluation ou dans un autre domaine pertinent en lien avec le développement et la solidarité internationale;
- Connaissance, mais expérience directe un atout, des contextes et domaines d'intervention du projet à évaluer;
- Excellentes capacités de recherche et d'analyse de données quantitative et qualitative;
- Compréhension des approches féministes, écologiques, antiracistes et décoloniales;

- Excellentes aptitudes de synthèse et de rédaction en français;
- Capacité à travailler en contexte plurilinguistique;
- Capacité de travailler à distance;
- Capacité à se déplacer et à assurer sa sécurité dans les zones d'intervention du projet;
- Excellente capacité d'adaptation aux contextes changeants d'accès et de communication dû à la situation de sécurité en Haïti;
- Sensibilité interculturelle;

Atouts

- Connaissance de langues locales, tels que le créole haïtien;
- Expérience en la méthode d'évaluation féministe.

2.10 COMMENT PRÉSENTER UNE DEMANDE

Les candidatures pour le mandat d'évaluation indépendante doivent inclure, pour un total ne dépassant pas 25 pages, excluant les annexes, CV, etc. :

1. Une proposition technique détaillant :

- a) Leur compréhension des TdR et de la manière dont elles répondent aux qualifications, compétences et atouts requis pour le mandat;
 - b) La méthodologie préliminaire de la collecte de données et de l'évaluation, idéalement féministe, avec les considérations éthiques pour assurer la sauvegarde, la confidentialité et la sécurité des personnes participantes et des informations recueillies. Une approche méthodologique mixte de la collecte et de l'analyse des données, indiquant clairement comment les différentes formes de données probantes seront utilisées les unes par rapport aux autres pour trianguler les informations recueillies. Les propositions doivent être claires sur le rôle spécifique que jouera chacune des différentes approches méthodologiques pour aider à répondre à chacun des objectifs de l'évaluation;
 - c) Le plan préliminaire de collecte de données et d'évaluation;
 - d) Un chronogramme préliminaire détaillant les activités et le plan de travail;
 - e) La composition de l'équipe consultante, incluant les rôles, responsabilités et niveau d'effort de chaque personne proposée;
 - f) Leur disponibilité et le calendrier prévisionnel de la consultation;
 - g) Une table des matières donnant un aperçu des différentes sections et sous-sections du rapport d'évaluation ainsi que de leur longueur en nombre de pages.
- 2. Une proposition budgétaire**, incluant toutes les taxes, en HTG comportant le budget détaillé :

- a) Tous les coûts et frais;

- b) Les dépenses reliées à la collecte de données, l'analyse et de rédaction de rapport, incluant les coûts de déplacement;
 - c) Les dépenses administratives;
 - d) La période de validité des devis.
3. **Le/les Curriculum Vitae** de la personne ou l'équipe consultante soumissionnant pour réaliser le mandat, incluant une liste de toutes publications pertinentes.
 4. **Deux (2) exemples d'écritures** illustrant les capacités à produire une évaluation, idéalement féministe.

Les personnes intéressées sont invitées transmettre leur proposition technique et financière détaillée à Dzuy-Tâm Trân, conseiller principal en SERA à dtran@missioninclusion.ca avant le **28 août 2024** à 22h HAE (Heure avancée de l'Est) UTC/GMT -4. Toutes questions et demandes de clarification peuvent aussi être envoyées à la même adresse courriel avant l'heure limite mentionné ci-dessus.

Site Web : missioninclusion.ca

Courriel : dtran@missioninclusion.ca

SVP, mettre " Évaluation PACIT 2024 " en objet lors votre soumission.

Mission inclusion souscrit au principe d'accessibilité, de diversité et d'égalité. À tout moment durant le processus de recrutement, dans la mesure où il répond aux exigences du mandat, une consultante ou un consultant peut demander une mesure d'adaptation.

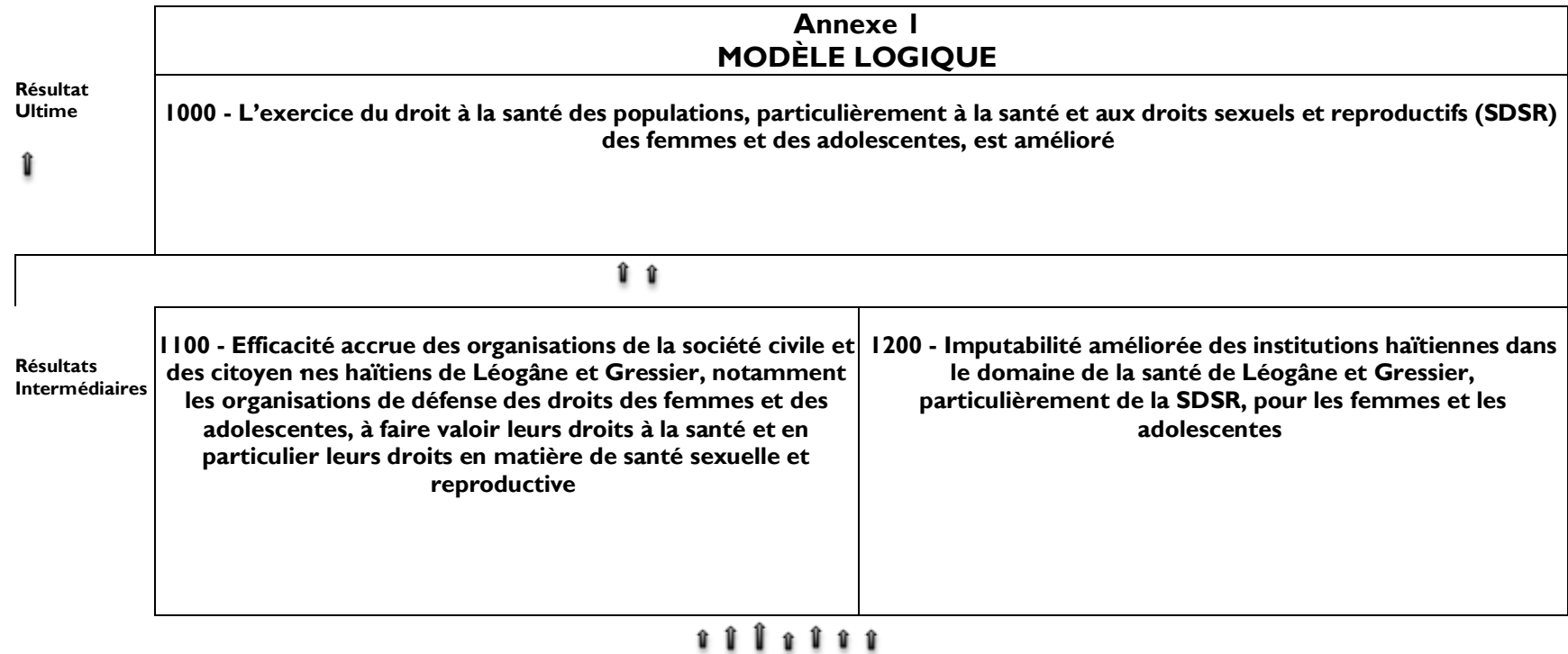
2.11 ÉVALUATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les équipes de consultation seront évaluées suivant une méthodologie d'analyse cumulative.

Lors de l'utilisation de cette méthode de notation pondérée, le contrat devra être attribué à une équipe de consultation dont l'offre a obtenu la note la plus élevée sur un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers pondérés détaillés dans la grille d'évaluation qui suit.

CRITÈRES TECHNIQUES	PONDÉRATION
Compréhension des termes de référence et de l'étendue du mandat	10
Méthodologie de collecte de données et d'évaluation préliminaire adéquate	10
Expertise en matière d'évaluation indépendante en développement internationale	10
Capacités de recherche et d'analyse de données quantitative et qualitative	10
Expertise en matière des contextes et des domaines d'intervention du projet	5
Compréhension des approches féministes, écologiques, antiracistes et décoloniales	5
Capacité à se déplacer et à assurer sa sécurité dans les zones d'intervention du projet	5
Capacité d'adaptation aux contextes changeants d'accès et de communication dû à la situation de sécurité en Haïti	5
Composition de l'équipe consultante	5
Compréhension du contexte local et régional	5
Compétences linguistiques	5
Capacité à respecter les délais (avec des délais très courts)	5
Sous-total	80
CRITÈRES FINANCIERS	
Englobe tous les coûts nécessaires	10
Prix raisonnable	10
Sous-total	20
Total	100

ANNEXE I



Résultats Immédiats	1110 - Connaissances accrues des communautés en matière de SDR et d'égalité de genre et inclusion sociale (EGIS), particulièrement par les femmes, les adolescentes et les leaders locaux	1120 - Capacités de mobilisation et d'actions renforcées du Regroupement des organisations de femmes de Léogâne et Gressier (ROFGL) en matière de SDR et d'EGIS	1130 - Compétences accrues des organisations de la société civile (OSC) dans la revendication des services et dans l'exercice des droits en matière de SSR respectueuse des femmes et aux adolescentes	1210 - Capacités accrues des parties prenantes locales, incluant le ROFGL, les OSC, les citoyennes, les leaders communautaires, les instances gouvernementales et les élu·es, à participer au dialogue public sur la SDR, favorable à l'EGIS	1220 - Compétences accrues des institutions de santé (gestionnaires, prestataires de soins et personnel de soutien (F/H) en matière de SDR répondant aux besoins des femmes et des adolescent·es et respectueuse de l'environnement	1230 - Capacité de reddition de comptes accrue de l'Unité communale de santé (UCS) et des institutions de santé en matière de SDR sensible aux besoins des femmes et des adolescent·es et respectueuse de l'environnement
	↑ ↑ ↑ ↑ ↑					↓
↑ Extrants	1111 - Formations et sensibilisations offertes en matière de SDR et d'EGIS par les ASCP aux membres des clubs SDR (adolescent·es, parents et masculinités)	1121 - Les membres du ROFGL sont renforcés en matière de SDR et d'EGIS, spécifiquement sur les enjeux propres aux adolescentes et aux parents (mères et pères), incluant les VBG, les ITS, la gestion de l'hygiène menstruelle et l'éducation sexuelle complète	1131 - Des séances de codéveloppement d'outils d'analyse sont réalisées au sein des OSC traitant des enjeux spécifiques aux femmes et aux adolescentes en matière de SDR, EGIS, VBG et participation citoyenne (méthode TRANS21)	1211 - Un plan de mobilisation et d'engagement des parties prenantes est mené pour renforcer la participation citoyenne sur les enjeux des droits SSR et d'EGIS	1221 - Les instances de coordination des centres de santé sont renforcées dans l'amélioration des services en SDR sensibles aux besoins des femmes, des adolescentes et personnes marginalisées et sont respectueux de l'environnement	1231 - La Table de santé de l'UCS est renforcée et fonctionnelle
	1112 - Des activités d'information, éducation et communication (IEC) en matière de SDR et d'EGIS sont réalisées dans les communautés par les ASCP auprès des ménages et des leaders locaux	1122 - Des activités de formation participatives favorisant le leadership féminin sur la mobilisation et l'action citoyenne pacifique sont réalisées	1132 - Des activités de formation participatives sur le plaidoyer et la participation citoyenne en matière de SDR et d'EGIS sont réalisées auprès des OSC, visant particulièrement les femmes	1212 - Des espaces de dialogue (informel) et de concertation (formel) multisectoriels sur la SDR et l'EGIS sont créés ou redynamisés entre les parties prenantes	1222 - Des plans de renforcement des capacités en matière de SDR et EGIS sont menés de manière participative, ascendante et endogène auprès des gestionnaires, prestataires de soins et personnels de soutien	1232 - Un mécanisme de suivi et de rétroaction de la qualité des services de santé en SDR est consolidé dans les institutions sanitaires couvertes par l'UCS

<p>I113- Des campagnes IEC portant sur la SDR et l'EGIS sont menées auprès des communautés par les clubs SDR et le ROFGL</p>	<p>I123- Un plan de renforcement des capacités organisationnelles du ROFGL est développé et mis en œuvre focussant sur les besoins spécifiques et intérêts stratégiques des femmes et des adolescentes en matière de SDR</p>	<p>I133- Des plans d'accompagnement sont conçus et mis en œuvre pour les initiatives de plaidoyer et de participation citoyenne menées par les OSC en matière de SDR et d'EGIS</p>	<p>I213- Des espaces de dialogue adoptent des mécanismes de participation citoyenne afin de favoriser de façon équitable la participation des groupes marginalisés</p>	<p>I223- Des séances de discussion et d'échanges sur la SDR mettant de l'avant les groupes marginalisés avec les représentantes des institutions de santé sont réalisées</p>	<p>I233- Des outils de reddition de compte sont codéveloppés ou adaptés avec l'UCS et les institutions de santé en matière de SDR, d'EGIS et environnement</p>
<p>I114-Des outils IEC de SDR et d'EGIS sont codéveloppés et déployés auprès des communautés, principalement des femmes, des adolescentes et des leaders locaux</p>	<p>I124- Un plan d'accompagnement des initiatives de mobilisation du ROFGL est produit et mis en œuvre en matière de SDR, EGIS, lutte aux VBG et renforcement organisationnel</p>	<p>I134 – Des initiatives de plaidoyer et de participation citoyennes sont mises en œuvre par les membres des OSC en matière de SDR et d'EGIS</p>	<p>I214- Les parties prenantes locales sont mobilisées pour la mise en place de stratégies concertées de sensibilisation en SDR et EGIS sensibles à l'environnement</p>		<p>I234 – Le volet de prévention (activités d'information, éducation et communication) du système de surveillance épidémiologique de l'UCS sensible à l'EGIS est fonctionnel</p>

ANNEXE II**Zones touchées par les Agent es de Santé Communautaires Polyvalent es (ASCP)
au cours de l'enquête**

Commune	Section communale	Localité
Léogâne	3-ème Grande-Rivière	Berna
		Deslandes
		Pierre-Louis
		Cabaret
		Sous morne
		Belle-Fortune
		Dimba
		Cercey
		Darbonne
		Bas-Mathieu
		Haut-Mathieu
		Madame Vallee
		Cité gtz
		Sarbousse 6 et 8
	Mellier	
	Brache	
	2-ème Petite-Rivière	Flon
		Laferronay
		Lassaline
		Nan Doneska
Sous Sonn		
Centre -Ville		
Chatuley		
Bineau Lapointe		
1-ère Dessources	L'Acule	
	Bois L'Etang	
	Gros Roche	
Gressier	Morne à Chandelle	Cité Gressier
		Mavier
		Gateau
		K-Gilles
		Toman
		Laro
		Poulailler
		Bambi
Mahotièrè		

	Morne à Bateau	Exavier-Ville
		Fort-Hugo
		Rue Auguste
		Ruelle la Victoire
		Saint-Antoine
		Morne a Bateau
		Barrière Gode
	Petit Boucan	Corail Aubry
		Aubry
		Kades
		Lexandre
		Casale
		K-Malique
		La Colline
		Bazelais
		Echalotte
		Sinai
		Village la vie
		Marechal
		Jubot
		Digot
		Geffrard
		Bois Lassale
		Sous Carrefour
		Chien dent
		D'eau contree
		Savanne Jangi
		Tigen
		Senrmat
		Madotan
		Lithor
		Bonyes